

LES JEUNES ET LA VIE ASSOCIATIVE : ATTRAITES ET USAGES

par Valérie Becquet^(*)

Les pratiques citoyennes des jeunes ne sont pas toujours faciles à cerner, ce qui explique des discours relativement contradictoires. Sujets de critiques ou à l'inverse célébrés, les jeunes laissent perplexes bien des acteurs sociaux. Pourtant, leurs comportements citoyens reflètent les évolutions qui traversent l'ensemble de la société française : un attachement au vote mais un usage parcimonieux, une participation protestataire croissante et un investissement dans le monde associatif. Cet article s'intéresse plus particulièrement aux pratiques associatives des jeunes et propose d'en dessiner les contours. Il met en évidence l'attrait des jeunes pour ce secteur et la diversité de leurs pratiques associatives, souvent présentées comme relevant uniquement de la consommation de loisirs. En examinant plus particulièrement le bénévolat des étudiants ou les pratiques associatives des jeunes ruraux, l'auteur souligne des motivations différentes en fonction du type d'association et de la situation des jeunes.

(*) Groupe d'étude et de recherche sur les mouvements étudiants (Germe); associée Ceditec-université Paris XII.

Les pratiques citoyennes des jeunes font actuellement l'objet de discours relativement contradictoires. D'un côté, se rencontre un discours plutôt négatif insistant sur l'apathie, l'individualisme, le faible engagement collectif des jeunes, voire leur dépolitisation et, de l'autre, un discours positif, voire messianique, valorisant leur désir d'engagement. L'un comme l'autre mêlent interprétations de la réalité et conceptions différentes de l'engagement et de la politisation. On pourra ainsi déduire de pratiques associatives tournées vers le sport et la culture ou de pratiques collectives faiblement structurées une montée de l'individualisme⁽¹⁾, ou d'une hausse de l'abstentionnisme un affaiblissement de la conscience civique⁽²⁾. A l'inverse, le recueil des témoignages de militants (Injep, 2003), la réalisation de sondages ou l'intérêt pour certaines manifestations (par exemple celles déclenchées par les résultats du premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2002) permettront d'insister sur l'existence d'un engagement ou de fortes dispositions chez les jeunes et de légitimer des initiatives publiques et associatives⁽³⁾. Ce double discours témoigne d'une réelle préoccupation pour les comportements citoyens des jeunes et d'une difficulté à en percevoir les contours.

Il est vrai que leurs pratiques peuvent laisser perplexe : un attachement au vote, mais un usage parcimonieux, une participation protestataire croissante, en particulier au travers des manifestations, des grèves et des pétitions, et un investissement dans les associations (Muxel, 2001 ; Galland, Roudet, 2001). En réalité, elles illustrent une évolution des cultures et

(1) C'est le constat qui ressort de l'étude des pratiques associatives des étudiants. Voir Erlich, 1998 ; Galland, 1995 ; Lapeyronnie, Marie, 1992 ; et pour une discussion plus générale, Becquet, 2001.

(2) Ce constat est mis en évidence par Pierre Bréchon et Anne Muxel, qui en proposent une critique. Voir Muxel, 2001 ; Bréchon, 1998 ; et Bréchon in Galland, Roudet, 2001.

(3) Du côté des initiatives associatives, nous pensons en particulier aux actions du Cidem et au dernier bilan du CNVA (CNVA, 2003). Du côté des politiques publiques, les actions respectives, mais totalement différentes, de Marie-George Buffet avec les conseils de la jeunesse et de Luc Ferry avec le programme « Envie d'agir » s'appuient sur le constat d'un désir d'engagement.

(4) Cet article n'abordera pas la question du recrutement social des associations, qui apparaît pour les jeunes comme pour le reste de la population toujours relativement sélectif (Febvre, Muller, 2003 et 2004 ; Galland, Roudet, 2001), et celle des modalités de connaissance de l'association fréquentée, qui conduirait à s'intéresser à la socialisation familiale et aux réseaux sociaux (Becquet, 2001 et 2002 ; Becquet, MRJC, 2004 ; Purseigle, 2004).

des comportements politiques à l'œuvre depuis une quinzaine d'années (Bréchon, Laurent, Perrineau, 2000 ; Grunberg, Mayer, Sniderman, 2002). Loin d'explorer toutes les dimensions de leurs pratiques citoyennes, cet article se propose de dresser un panorama de leur participation associative. Plusieurs sources – enquêtes statistiques sur la population française ou sur les jeunes et sondages – seront à cette fin mobilisées. Leurs résultats, inégalement comparables du fait des méthodes utilisées et des tranches d'âge concernées, permettront dans un premier temps de mettre en évidence que le secteur associatif bénéficie d'une bonne opinion auprès des jeunes, puis, dans un second temps, de présenter les contours de leurs pratiques. Pour finir, les raisons de leur entrée dans une association seront mises en lumière, permettant d'affiner le regard porté sur leurs usages de la vie associative⁽⁴⁾.

Les associations : un monde qui attire les jeunes

Les Français ont une bonne opinion du secteur associatif : telle était l'une des conclusions des enquêtes réalisées au moment de la célébration du centenaire de la loi de 1901 (Barthélémy, 2000). L'enquête du Credoc sur « Les Français et la vie associative » (Loisel, 1999) et le sondage CSA sur « L'image de la vie associative en France » (CSA, 2001) mettent en évidence un attachement au secteur associatif et une confiance dans ses acteurs. L'un comme l'autre s'expliqueraient par l'accroissement d'une distance vis-à-vis des structures représentatives traditionnelles, comme les partis politiques et les syndicats, ou institutionnelles comme l'Etat, le gouvernement, etc. Les associations sont définies par plus de 70 % des Français comme utiles (95 %), dynamiques (86 %), compétentes (83 %), dévouées à l'intérêt général (83 %), efficaces (79 %) et proches de « gens comme vous » (74 %). Elles sont également considérées comme un élément important de la démocratie pour 80 % des Français (Loisel, 1999). A tort ou à raison, les associations bénéficient d'une bonne image à laquelle adhèrent aussi les jeunes.

Dans l'enquête du Credoc, les termes « bénévolat », « solidarité » et dans une plus faible proportion « temps libre », « citoyenneté » et « démocratie » correspondent le mieux à l'image qu'ont de ce secteur les moins de 25 ans. Tout comme le reste de la population, ils voient dans les associations un élément important de la démocratie. Cette tendance se retrouve dans deux autres sondages. Le premier, réalisé en 2000 auprès des 15-18 ans, montre qu'un quart des jeunes associe la participation à une association au comportement du « bon citoyen », qu'ils lient avant tout au respect d'autrui (79 %) et à des règles de vie commune (65 %), puis au fait de voter pour la moitié d'entre eux (CSA, 2000). Le second, effectué en 2003 auprès des 15-24 ans, met en évidence qu'un quart des jeunes considèrent que, pour jouer efficacement son rôle de citoyen, il faut adhérer à une association sociale ou culturelle (CSA, 2003). Dans une proportion identique (31 %), les 15-18 ans pensent que les associations « peuvent le mieux apprendre et faire vivre la citoyenneté en 2000 », classant ainsi les associations derrière

les parents et les enseignants. Cette opinion positive à l'égard des associations se retrouve également dans les indicateurs de confiance dans les institutions. Les jeunes ont globalement confiance dans les associations, les situant juste après des institutions comme la famille et l'école et avant les institutions politiques (CSA, 2000). Ainsi, près de la moitié des jeunes ont une confiance élevée dans les associations, quelques variations apparaissant en fonction des répondants ou du type d'associations cité⁽⁵⁾.

(5) Anne Muxel met en évidence que, si 46 % des jeunes ont une confiance élevée dans les associations, celle-ci est plus forte pour les associations humanitaires que pour les associations écologistes. De plus, entre les étudiants et les chômeurs, le niveau de confiance diffère : 51 % pour les premiers contre 36 % pour les seconds (Muxel, Cacouault, 2001).

Compte tenu de ce positionnement à l'égard du secteur associatif, il n'est pas étonnant que les dispositions des jeunes à s'engager s'expriment aussi en sa faveur. Mesurées différemment d'une enquête à l'autre, les velléités sont fortes. Ainsi, 82 % des moins de 25 ans interrogés pour l'enquête « L'image de la vie associative en France » déclarent souhaiter adhérer à plus ou moins court terme à une association. Selon un autre sondage (CSA, 2000), 42 % des 15-18 ans se disent prêts à militer dans une association de solidarité ou humanitaire et 34 % dans une association locale. Ces proportions se retrouvent dans les résultats des vagues successives du baromètre Cidem : 73 % des 18-24 ans ont envie d'être membres d'une association en janvier 2004 ; ils sont 69 % en avril 2003 et 73 % en février 2002. Certes, la proportion des jeunes qui passent effectivement à l'acte est plus faible, ce qui soulève d'autres questions, mais il convient de retenir l'attractivité du secteur associatif sur cette partie de la population. Il est également intéressant de souligner que cette bonne opinion et ces dispositions s'opèrent en référence à d'autres organisations. En effet, si les associations sont actuellement bien perçues, tant par les jeunes que par le reste de la population, ce n'est pas seulement du fait de leurs qualités propres, c'est aussi parce que les champs politique et syndical le sont nettement moins. Chez les jeunes, cet écart de perception est flagrant.

A la bonne image du secteur associatif, s'oppose dans toutes les enquêtes une vision nettement moins positive des partis politiques et des syndicats. Ces organisations sont faiblement associées à la figure du « *bon citoyen* » – 7 % des 15-18 ans choisissant « *militer dans un parti politique* » et 5 % « *appartenir à un syndicat* » (CSA, 2000) –, sont peu considérées comme des lieux où s'apprend et se vit la citoyenneté – 14 % pour les formations politiques et 10 % pour les syndicats (CSA, 2000) – et ne suscitent pas une confiance élevée (Muxel, Cacouault, 2001). De plus, ces organisations ne sont pas des lieux où les jeunes souhaitent s'engager, même si des variations apparaissent en fonction des tranches d'âge et des contextes politiques. En 2000, 10 % des 15-18 ans déclarent être prêts à militer dans un parti politique contre 15 % à la même période chez les 18-24 ans. Cette proportion a augmenté chez les plus âgés. Le baromètre du Cidem de janvier 2004 montre en effet qu'ils sont actuellement 20 % à avoir envie d'adhérer à un parti politique et 31 % à un syndicat. Malgré ces évolutions en faveur des organisations politiques, elles suscitent nettement moins d'intérêt que les associations. De telles tendances sont, de toute évidence, à mettre en perspective avec les perceptions qu'ont les jeunes du monde politique. Ils jugent sévèrement le personnel politique : 53 % des 15-18 ans estiment

que « *les hommes politiques ne sont pas honnêtes* » et 25 % qu'ils « *ne pensent qu'à leur carrière* » (CSA, 2000). Ils fuient également les logiques partisans, d'alliances et de compromis qui caractérisent les partis politiques (Muxel, 2001 ; Muxel, Cacouault, 2001).

Ainsi, le monde associatif bénéficie d'un double mouvement : à la fois lui est associé un ensemble de qualités qui laisse augurer une expérience sociale enrichissante et, pour reprendre les termes cités, « *utile* » et « *efficace* », et lui profite la mauvaise image dont font l'objet les partis politiques et les syndicats. Ce contexte d'éloignement des organisations traditionnelles qui s'inscrit dans une évolution plus générale des cultures politiques joue en faveur des associations. Si ce mouvement est enclenché depuis le début des années 70, avec des périodes d'accélération, il dessine pour les jeunes un espace de participation à part entière qui peut contribuer à la socialisation citoyenne.

Des pratiques associatives qui ne se limitent pas au sport et à la culture

L'intérêt porté par les jeunes pour le secteur associatif ne signifie pas qu'ils rejoignent majoritairement une association. En effet, entre l'affirmation d'une envie et le passage à l'acte, l'écart peut s'avérer important, de multiples freins pouvant surgir. S'il est fréquent de citer le temps ou le manque d'informations sur les associations (CSA, 2000), d'autres raisons existent⁽⁶⁾. De plus, comme le montrent leurs pratiques, le lien opéré entre ce secteur et l'exercice citoyen ne se traduit pas, comme il serait possible de s'y attendre, par une forte fréquentation des associations à vocation militante. En effet, les jeunes sont plus présents dans les associations sportives et culturelles, souvent en tant qu'adhérents. Cet écart peut tout autant révéler une conception de la citoyenneté, plus vécue sous son versant ordinaire que politique, qu'un décalage entre les représentations sociales du monde associatif et la réalité des usages qui en sont faits.

Le sport, la culture et le reste...

D'après l'enquête Insee 2002, 37 % des 15-29 ans sont adhérents d'une association, contre 45 % de l'ensemble des Français. Ils sont ainsi moins présents que leurs aînés : 44 % des 40-49 ans et 58 % des plus de 60 ans. Cet écart entre les classes d'âge se retrouve dans les différentes enquêtes, les variations étant plus ou moins élevées. Par exemple, dans l'enquête « Valeurs » réalisée en 1999, le taux d'adhésion des 18-29 ans est équivalent à celui de l'ensemble de la population : 38 % contre 39 %, alors qu'il diffère au profit des jeunes dans les enquêtes sur les pratiques culturelles des Français : 40 % des 15-24 ans sont adhérents en 1997 contre 36 % pour l'ensemble. Toutes ces enquêtes permettent de dresser un portrait relativement uniforme des pratiques associatives des jeunes tant au niveau du type d'associations qu'ils fréquentent le plus qu'au niveau des modalités qu'ils privilégient. Ainsi, les adhésions profitent aux associations sportives et culturelles : 18 % des

(6) L'enquête réalisée par le MRJC sur les pratiques associatives des jeunes ruraux aborde cet aspect. Les résultats mettent en évidence que, si le temps et l'absence d'informations sont souvent cités en premier, la volonté de rester en famille ou entre amis explique également l'absence de participation associative. En revanche, la perception du fonctionnement associatif est rarement un frein, ce qui coïncide avec la bonne opinion qu'en ont les jeunes. Cette enquête a été réalisée au cours du premier semestre 2004 auprès de plus de 2 000 jeunes (lycéens, étudiants, salariés). A ce jour, 912 questionnaires ont été traités.

15-29 ans adhèrent à des associations sportives et 10 % à des associations culturelles (Insee, 2002). Les proportions sont relativement proches dans l'enquête « Valeurs » (Roudet, Galland, 2001), avec respectivement 23 % et 7 %, et dans l'enquête du Credoc, avec 18,2 % et 6,1 % (Loisel, 1999). Elles se retrouvent dans l'enquête réalisée pour le MRJC auprès des jeunes ruraux : 37,4 % citent une association sportive et 17,4 % une association culturelle. Cette préférence accordée à ces deux secteurs n'est pas propre aux jeunes, mais elle est plus accentuée, en particulier pour le secteur sportif. Quant aux autres types d'associations, les taux révèlent une forte dispersion des adhésions. Par exemple, les associations d'aide aux défavorisés et les organisations charitables arrivent après les sports et la culture, alors qu'elles concentrent un très faible nombre d'adhésions : 2,4 % des 15-25 ans sont adhérents des premières (Credoc, 1999), et 3 % des 18-29 ans, des secondes (« Valeurs », 1999). L'enquête « Valeurs » met ainsi en évidence qu'une série d'associations font l'objet d'un taux d'adhésion inférieur ou égal à 3 %, comme les associations pour la jeunesse ou les associations religieuses. Cet éclatement des pratiques rend difficile l'établissement d'un panorama des pratiques associatives des jeunes, les taux d'adhésion élevés aux associations sportives pouvant conduire à une lecture partielle. En cela, la typologie récemment établie par l'Insee qui agrège les adhésions en trois catégories construites à partir des motivations des répondants : « pratique d'une activité⁽⁷⁾ », « convivialité⁽⁸⁾ » et « défense de droits et d'intérêts⁽⁹⁾ » (Febvre, Muller, 2004) permet de mieux apprécier les contours de l'adhésion des jeunes. D'un côté, les résultats confortent les données des autres enquêtes, puisque 67 % des 15-24 ans se retrouvent dans la catégorie « pratique d'une activité », ce qui correspond aux associations sportives et culturelles. Mais, de l'autre, ils soulignent leur présence dans d'autres types d'associations. En effet, 18 % d'entre eux sont dans la catégorie « convivialité » et 15 % dans la catégorie « défense de droits et d'intérêts », fréquentation qui, pour cette dernière catégorie, est généralement minimisée.

La faveur accordée aux associations sportives et culturelles montre que les jeunes se saisissent d'une offre de loisirs existant principalement sous une forme associative. Il n'est pas évident qu'il faille en déduire un rapport strictement utilitaire au secteur associatif, une forme de consumérisme qui viendrait s'opposer à une démarche plus militante. En effet, il est fort possible que, si l'offre de loisirs prenait une autre forme juridique, leur fréquentation des associations différerait totalement. Ainsi, le fait que l'évolution des pratiques associatives s'opère en faveur de certains secteurs est aussi imputable aux transformations du monde associatif⁽¹⁰⁾. De plus, comme le montre l'enquête de l'Insee, la répartition des adhésions des jeunes change entre deux tranches d'âge. Si les 15-24 ans privilégient la pratique d'une activité, leurs aînés, les 25-29 ans, sont deux fois plus nombreux à fréquenter les associations de « défense de droits et d'intérêts » sans pour autant diminuer fortement leurs activités de loisirs. Cette modulation des adhésions au sein de la population jeune est à prendre en compte pour éviter une lecture partielle.

(7) Comprend les associations sportives et les associations culturelles.

(8) Comprend les clubs du troisième âge, les associations religieuses ou paroissiales, les associations de quartier, les associations de retraités des entreprises et les associations d'anciens élèves.

(9) Comprend les associations de parents d'élèves, les syndicats ou groupements professionnels, les associations de locataires, de colataires ou de copropriétaires et les associations à but humanitaire.

(10) Ce constat traverse les enquêtes de l'Insee et du Credoc. Voir Haeusler, 1990 ; Crenner, 1997 ; Prouteau, 1998.

Des adhérents, mais pas seulement

La connaissance des pratiques associatives des jeunes ne se limite pas à leur adhésion, mais englobe également le bénévolat, voire la prise de responsabilités. Toutes les enquêtes n'appréhendent pas de manière identique les niveaux d'investissement associatif. Si l'enquête « Valeurs » (Galland, Roudet, 2001) et l'enquête sur les pratiques culturelles des Français (Donnat, 1998) différencient essentiellement l'adhésion du bénévolat, ou de la prise de responsabilités pour la seconde, les enquêtes du Credoc et de l'Insee proposent d'autres typologies⁽¹¹⁾.

(11) Sur la distinction entre les niveaux de participation, voir aussi Barthélémy, 2000, et Ferrand-Bechmann, 1992 et 2000.

L'enquête du Credoc (Loisel, 1999) distingue ainsi les « participatifs occasionnels » – des non-adhérents effectuant occasionnellement des dons ou participant occasionnellement à des actions associatives –, les « membres ordinaires » – des adhérents consacrant moins de cinq heures mensuelles et n'assistant pas systématiquement aux assemblées générales – et des « membres impliqués » – des adhérents consacrant au minimum cinq heures mensuelles et participant systématiquement aux assemblées générales. Quant à la dernière enquête de l'Insee, elle sépare les « simples adhérents » – adhésion sans participation –, les « bénéficiaires-participants » – participation aux activités –, les « animateurs-formateurs » et les « dirigeants, élus et administrateurs ». Si ces typologies ne se recouvrent pas exactement et rendent difficile la comparaison des données, elles permettent de situer les pratiques associatives et d'identifier des usages relativement diversifiés du monde associatif. Au sujet des jeunes, elles présentent l'intérêt de ne pas réduire les pratiques associatives à la consommation de loisirs sportifs et culturels et permettent de souligner un accroissement de leur investissement dans le fonctionnement des structures.

Dans l'enquête Credoc, les jeunes se situent plutôt du côté des « membres ordinaires » (25,9 % des 15-25 ans) et, dans l'enquête Insee, du côté des « bénéficiaires-participants » (64 % des 15-29 ans) et, dans une moindre mesure, des « simples adhérents » (8 % des 15-29 ans). Cette première répartition fait écho aux résultats sur le type d'associations. Ainsi, le fait d'être « membre ordinaire » ou « bénéficiaire-participant » correspond aux secteurs sportif et culturel, alors que le faible taux de « simples adhérents » est à mettre en perspective avec les associations de défense de droits où le rapport à la structure se limite à la possession d'une carte.

Viennent ensuite la catégorie des « participatifs occasionnels », qui regroupe une part non négligeable des 15-25 ans (17,8 %), et celle des « impliqués », qui en compte 5,3 %. Elles correspondent, dans une certaine mesure, aux « dirigeants, élus, administrateurs », avec 17 % des 15-29 ans, et aux « animateurs-formateurs », avec 10 % des 15-29 ans de l'enquête Insee. Bien que ces données ne soient pas issues des mêmes enquêtes et classifications des pratiques, elles témoignent d'une double tendance. D'un côté, les jeunes sont dans une proportion non négligeable bénévoles, mais en dehors des associations ou de manière ponctuelle, et de l'autre, ils exercent des responsabilités au sein des associations. Ils le sont dans une proportion moins importante que leurs aînés, mais de manière croissante. Ainsi, le taux de

bénévolat des jeunes aurait augmenté de dix points entre 1990 et 1999, passant de 16 à 22 % chez les 18-29 ans selon l'enquête « Valeurs », tout comme la prise de responsabilités, qui entre 1989 et 1997 est passée de 21 à 28 % chez les 15-24 ans selon l'enquête sur les pratiques culturelles des Français (Galland, Roudet, 2001). S'il est possible de lier le fort taux de « bénéficiaires-participants » chez les jeunes avec les associations les plus fréquentées, les données disponibles ne le permettent pas pour la participation occasionnelle, le bénévolat et la prise de responsabilités. Il reste que l'enquête menée auprès des jeunes ruraux montre que, si l'adhésion s'opère effectivement en faveur des associations sportives et culturelles, le bénévolat et l'exercice de responsabilités sont plus importants dans les associations d'animation locale, les associations de solidarité et les associations religieuses ou paroissiales.

Ces enquêtes permettent de dresser un premier panorama de leurs pratiques associatives. En revanche, cette description ne donne pas accès aux ressorts de leur participation associative. Si de la fréquentation croissante des associations sportives et culturelles et décroissante des organisations professionnelles on déduit généralement que les pratiques associatives des Français sont désormais tournées vers l'épanouissement personnel aux dépens du militantisme (Hatchuel, Loisel, 1998), un tel constat appliqué aux jeunes peut laisser entendre que leur présence dans les associations se limite à de la consommation de loisirs. Or, bien qu'un tel constat recouvre une réalité, qui est aussi celle du monde associatif, il est possible d'aller plus loin en s'intéressant aux raisons de leur entrée dans une association.

Des raisons qui varient en fonction du type d'association et de la situation des jeunes

(12) Par exemple, les enquêtes menées auprès des étudiants bénévoles à l'université (Becquet, 1998, 2001 et 2002), des étudiants investis à l'Afey (Ferrand-Bechmann, 2000), des étudiants investis au Secours catholique (Lyet, 1998), des jeunes ruraux (Becquet, MRJC, 2004) ou des jeunes agriculteurs (Purseigle, 2004) donnent lieu à l'établissement de listes d'items différentes.

(13) Cette typologie a été élaborée pour l'étude du bénévolat des étudiants à l'université (Becquet, 2001). Du fait de son caractère opératoire, elle a été conservée pour l'enquête sur les pratiques associatives des jeunes ruraux. Les items entre parenthèses sont issus de ces deux enquêtes.

D'une enquête à l'autre, l'étude des raisons de la participation varie. Les items proposés aux répondants diffèrent en fonction de la population enquêtée⁽¹²⁾ et donnent lieu à l'élaboration de typologies et à la mobilisation de modèles analytiques également différents (Passy, Paugam, 1998 ; Ferrand-Bechmann, 1992 et 2000). Toute la difficulté réside alors dans la comparaison des résultats des enquêtes, les catégories ne se recoupant que très inégalement. Leur consultation conduit à opter pour une approche considérant l'existence de trois dimensions sous-jacentes à l'entrée dans une association : la dimension relationnelle (rencontrer des personnes, partager une passion pour une activité, etc.), la dimension altruiste (pour aider les autres, pour se rendre utile, défendre ses idées et ses valeurs, etc.) et la dimension utilitariste (pour se distraire, pour se former, etc.)⁽¹³⁾. L'emploi systématique de cette typologie facilite une lecture globale des résultats des enquêtes, mais permet aussi de souligner l'existence d'une variation des raisons de la participation des jeunes à une association en fonction du type d'association et de la situation sociale. Il fait également apparaître que ces raisons sont plurielles et s'articulent différemment. A ce sujet, les résultats

des enquêtes réalisées auprès des étudiants investis dans des associations implantées au sein des campus universitaires et auprès des jeunes ruraux sont particulièrement éclairants.

Le bénévolat des étudiants à l'université : le primat de la sociabilité

D'après l'enquête 2000 de l'Observatoire de la vie étudiante (OVE), 12,6 % des étudiants sont investis dans une association au sein de leur établissement⁽¹⁴⁾. Ils fréquentent des associations qui couvrent un spectre relativement large : des associations généralistes ou de filières proposant des services qui touchent à la fois aux études et aux loisirs ; des associations thématiques : sportives, culturelles, communautaires, humanitaires, religieuses, dont la diversité est proche de celle du secteur associatif dans son ensemble ; et des associations à vocation syndicale ou politique. Au-delà de la diversité des activités qu'ils y réalisent, ces bénévoles étudiants rejoignent le secteur associatif pour des raisons relativement similaires. Ils cherchent avant tout à rencontrer d'autres étudiants et à s'intégrer dans leur établissement ou à leur filière d'études et considèrent que les associations peuvent les y aider. La primauté accordée à la sociabilité s'explique par les spécificités de l'environnement universitaire. En effet, les travaux sur le monde étudiant mettent en évidence que l'entrée à l'université doit s'accompagner d'une affiliation institutionnelle et cognitive nécessaire à l'exercice du « métier d'étudiant » (Coulon, 1998), que cette affiliation varie d'une discipline à l'autre, donnant lieu à des niveaux d'intégration très inégaux, et, pour finir, que les étudiants s'approprient très progressivement ce labyrinthe qu'est l'université. De tels constats permettent de comprendre pourquoi les bénéfices escomptés par les étudiants sont, entre autres, de faciliter leur intégration à l'université en acquérant des repères et en rencontrant d'autres étudiants. Leur calcul se révèle juste, leur réseau de relations s'étoffant. Il est clair que leur intérêt pour le secteur associatif ne se limite pas à la sociabilité, mais comprend dans la majorité des cas une référence à la dimension altruiste et, dans une moindre mesure, à une démarche utilitariste (acquisition de compétences, par exemple). En revanche, le fait que la dimension relationnelle soit à ce point mise en avant est caractéristique de cette population, car elle est moins prégnante chez les étudiants qui rejoignent les associations des grandes écoles ou les associations extérieures. Dans les premières, les raisons sont souvent utilitaires, l'action associative étant fortement valorisée, voire considérée comme un élément du cursus de formation (Becquet, 1998), et, dans les secondes, elles varient davantage en fonction de l'objet associatif (Lyet, 1998).

Les jeunes ruraux : l'écart entre les lycéens et les salariés

Si l'enquête sur le bénévolat des étudiants montre que, malgré la diversité de leurs pratiques associatives, leur démarche poursuit une finalité identique, celle de faciliter leur affiliation institutionnelle, l'enquête réalisée auprès des jeunes ruraux âgés de 15 à 30 ans permet à l'inverse d'insister sur l'hétérogénéité des pratiques associatives d'une population désignée de

(14) Ce chiffre est le plus récent. Il a peu varié depuis 1994, date de la première enquête de l'OVE : 11,1 % en 1994 et 12,3 % en 1997. La pratique associative des étudiants a été mesurée dans d'autres enquêtes sur cette population : 43 % des étudiants déclarent appartenir à une association dans l'enquête dirigée par Olivier Galland (1995) et 27 % dans l'enquête de Valérie Erlich (1998). Ces variations tiennent aux populations enquêtées (en particulier à l'appartenance disciplinaire) et au type de pratique mesurée (adhésion chez Olivier Galland, temps consacré chez Valérie Erlich et activité associative pour l'OVE). Pour une présentation détaillée : Becquet, 2001.

manière univoque. En effet, si les enquêtes statistiques associent le terme « jeune » à une tranche d'âge comme 15-24 ans pour l'Insee, elles peuvent gommer au passage des différences tenant aux situations sociales des jeunes. Ainsi, dans l'enquête sur les jeunes ruraux, des différences très nettes apparaissent entre les lycéens, les étudiants et les salariés, alors que ces individus appartiennent à la même catégorie du fait de leur âge.

C'est entre les lycéens et les salariés que les écarts les plus importants se repèrent. Les lycéens fréquentent essentiellement des associations sportives (46,6 %), alors que les salariés y sont moins présents (29,2 %) et s'investissent plutôt dans les associations de solidarité (17,9 %), d'animation locale (14,3 %) et de défense des droits (4,8 %). Leur participation syndicale et politique est également multipliée par deux : 1,2 % chez les lycéens contre 3,2 % chez les salariés. De telles différences se repèrent également au niveau des modes d'engagement. Les lycéens sont plus souvent adhérents que bénévoles, les variations étant directement liées aux associations qu'ils fréquentent. Quant aux raisons de la participation associative, elles éclairent les choix opérés. Ainsi, la dimension utilitaire est première chez les lycéens : 48,9 % cherchent à occuper leur temps libre ou à avoir une activité qui les intéresse. Le désir de rencontrer des personnes arrive en second (25,8 %) et celui d'agir pour les autres en troisième (23 %). Pour les lycéens, la fréquentation des associations est donc majoritairement liée aux loisirs sportifs et culturels. Cette tendance est nettement moins présente chez les salariés. En effet, la dimension utilitaire n'arrive qu'en seconde position (29,3 %), suivie de près par la dimension relationnelle (25,7 %), alors que la dimension altruiste est première (42,5 %), mêlant diverses raisons comme « *aider les autres* », « *me rendre utile* » ou « *défendre mes idées et mes valeurs* ». Les pratiques associatives des salariés de moins de 30 ans sont davantage tournées vers l'action sociale et militante. Cet écart entre les lycéens et les salariés se repère également au niveau de l'articulation des dimensions. Un quart des lycéens choisissent deux raisons relevant de la dimension utilitaire et un tiers couplent les dimensions utilitaire et de sociabilité, alors que chez les salariés, plus de 20 % choisissent deux raisons appartenant à la dimension altruiste ou articulent les dimensions utilitaire et de sociabilité ou, pour finir, dans une proportion moins importante, les dimensions altruiste et de sociabilité (17,7 %). Les usages différents du monde associatif qu'ont les lycéens et les salariés s'expliquent principalement par leur situation sociale. Alors que les lycéens ont encore des activités de loisirs gérées par leurs parents, ces derniers contribuant au choix de l'association fréquentée, les salariés sont plus autonomes. Leurs loisirs se modifient, ne nécessitant pas toujours une adhésion à une association, et leurs engagements, souvent suscités par leur entourage amical ou professionnel, se formalisent davantage. Cette modification, que repère aussi l'enquête 2002 de l'Insee, permet d'insister sur le fait qu'au sein d'une même catégorie, les « jeunes ruraux », se rencontrent des motivations et, par là même, des pratiques associatives hétérogènes. Plus globalement, l'analyse du bénévolat des étudiants et des comportements des jeunes ruraux

montre la nécessité d'explorer la variété des situations associatives rencontrées par les jeunes.

Ce bref cheminement au travers d'enquêtes et de sondages permet de dessiner les contours du rapport des jeunes à la vie associative et de leurs usages de ce secteur. Leur bonne opinion et leur confiance dans les associations les conduisent à lier leur fréquentation à l'exercice citoyen et à considérer qu'elles sont le lieu de son apprentissage. Il reste que, si les velléités sont fortes, le passage à l'acte est plus faible et privilégie des structures qui peuvent être jugées éloignées de la sphère citoyenne. En effet, les enquêtes mettent en évidence une forte adhésion aux associations sportives et culturelles, inscrivant au passage les pratiques associatives des jeunes dans une évolution générale où l'épanouissement personnel prendrait le pas sur le militantisme. L'accent mis sur ce type de fréquentation se fait parfois aux dépens de pratiques plus minoritaires mais significatives, comme l'accroissement du bénévolat et de la prise de responsabilités ou comme les pratiques des étudiants et des jeunes ruraux. Bien que ces deux enquêtes ne soient pas représentatives des deux populations, elles permettent d'insister sur les variations qui existent entre les jeunes et d'alerter sur des conclusions trop hâtives qui réduisent *de facto* le champ de leurs pratiques associatives et ne permettent pas d'accéder à leur diversité. ●

Bibliographie

Barthélémy M., 2000, *Associations : un nouvel âge de la participation ?* Presses de Sciences po.

Becquet V., 2002, « Moment étudiant, moment d'engagement », *Informations sociales*, n° 99.

Becquet V., 2001, « Fondements et dimensions de la participation associative des étudiants à l'université », thèse de doctorat, université de Caen.

Becquet V., 1998, « L'étudiant, acteur de la vie associative », *Factuel : la revue*, n° 2.

Becquet V. et Mouvement rural de jeunesse chrétienne, 2004, « Les pratiques associatives des jeunes ruraux », doc. ronéo.

Bréchon P., 1998, « Les jeunes et la politique en Europe et en France », *Agora débats jeunesse*, n° 12, pp. 11-22.

Bréchon P., Laurent A., Perrineau P., 2000, *Les cultures politiques des Français*, Presses de sciences po.

Coulon A., 1998, *Le métier d'étudiant*, Puf.

Crenner E., 1997, « Le milieu associatif de 1983 à 1996, plus ouvert et tourné vers l'intérêt individuel », *Insee Première*, n° 542.

Donnat O., 1998, *Les pratiques culturelles des Français*, La Documentation française.

Erlich V., 1998, *Les nouveaux étudiants, un groupe social en mutation*, « Références sociologie », Armand Colin.

Febvre M., Muller L., 2004, « La vie associative en 2002, 12 millions de bénévoles », *Insee Première*, n° 946.

Febvre M., Muller L., 2003, « Une personne sur deux est membre d'une association en 2002 », *Insee Première*, n° 920.

Ferrand-Bechmann D., 2000, *Le métier de bénévole*, Anthropos.

Ferrand-Bechmann D., 1992, *Bénévolat et solidarité*, Syros.

Fourel C., Loisel J.-P., 1999, « Huit Français sur dix concernés par la vie associative », *Consommation et modes de vie*, Credoc, n° 133.

Galland O. (dir.), 1995, *Le monde des étudiants*, « Sociologies », Puf.

Galland O., Roudet B. (dir.), 2001, *Les valeurs des jeunes, tendances en France depuis vingt ans*, coll. « Débats jeunesse », L'Harmattan.

Grunberg G., Mayer N., Sniderman P. M., 2002, *La démocratie à l'épreuve, une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Presses de Sciences po.

Hatchuel G., Loisel J.-P., 1998, « Plus de seniors, moins de militants », *Consommation et Modes de vie*, Credoc, n° 123.

Haeusler L., 1990, « Le monde associatif de 1978 à 1986 », *Données sociales*, Insee.

Injep, 2003, *L'engagement des jeunes*, « Le point sur », Injep.

Lapeyronnie D., Marie J.-L., 1992, *Campus blues, les étudiants face à leurs études*, coll. « L'épreuve des faits », Seuil.

Loisel J.-P., 1999, *Les Français et la vie associative*, collection « Rapports », Credoc, n° 201.

Lyet P., 1998, « L'engagement bénévole d'étudiants dans une action d'aide scolaire au Secours catholique », *Agora débats jeunesse*, n° 13.

Mission interministérielle pour la célébration du centenaire de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, 2001, « L'image de la vie associative en France », sondage exclusif CSA, publication de l'Injep n° 52, 2001.

Muxel A., 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Sciences po.

Muxel A., Cacouault M. (dir.), 2001, *Les jeunes d'Europe du sud et la politique*, coll. « Logiques politiques », L'Harmattan.

Paugam S. (1998), « La dynamique de l'engagement humanitaire », *Actes du séminaire « Produire les solidarités, la part des associations »*, MIRE.

Prouteau L., 1998, « Les différentes façons d'être bénévole », *Economie et Statistiques*, n° 311.

Purseigle F., 2004, *Les sillons de l'engagement, jeunes agriculteurs et action collective*, coll. « Débats jeunesse », L'Harmattan.